

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS164/1  
G/SG/D6/1  
G/L/294  
4 mars 1999  
(99-0829)

---

Original: anglais

## ARGENTINE – MESURES AFFECTANT LES IMPORTATIONS DE CHAUSSURES

### Demande de consultations présentée par les États-Unis

La communication ci-après, datée du 1<sup>er</sup> mars 1999, adressée par la Mission permanente des États-Unis à la Mission permanente de l'Argentine et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

---

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec le gouvernement argentin, conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends et à l'article 14 de l'Accord sur les sauvegardes (dans la mesure où il incorpore par référence l'article XXII du GATT de 1994), au sujet de certaines mesures mises en œuvre par l'Argentine qui affectent les importations de chaussures.

Plus précisément, en novembre 1998, l'Argentine a adopté la Résolution n° 1506, portant modification de la Résolution n° 987 du 10 septembre 1997, qui avait établi des droits de sauvegarde à l'importation de chaussures en provenance des autres pays que ceux du MERCOSUR. La Résolution n° 1506 impose un contingent tarifaire à l'importation de ces chaussures, en plus des droits de sauvegarde mis en place antérieurement. En outre, elle reporte toute libéralisation du droit de sauvegarde initial au 30 novembre 1999, et ne libéralise le contingent tarifaire qu'une fois pendant la durée d'application de la mesure. L'Argentine n'a pas notifié cette mesure au Comité des sauvegardes.

Se fondant sur les renseignements reçus à ce jour, les États-Unis considèrent que la Résolution n° 1506 pourrait être incompatible avec les obligations qui découlent pour l'Argentine de l'Accord sur les sauvegardes, et en particulier: 1) de l'article 5:1, qui dispose qu'une mesure ne doit être appliquée que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement; 2) de l'article 7:4, qui prévoit que les mesures de sauvegarde dont la durée dépasse un an doivent être libéralisées progressivement, à intervalles réguliers; et 3) de l'article 12, qui oblige les Membres à notifier au Comité des sauvegardes toutes les décisions relatives aux sauvegardes et à ménager des possibilités adéquates de consultation préalable aux Membres ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs du produit considéré.

Nous attendons votre réponse à cette demande et espérons qu'une date mutuellement acceptable pourra être fixée pour les consultations.

---